

World Economic Forum - The Global Competitiveness Report (GCR) 2017-2018

Luxembourg, 19^e pays le plus performant : pas encore de révolution pour la compétitivité du Grand-Duché

Le World Economic Forum (WEF) a dévoilé son rapport «The Global Competitiveness Report 2017-2018» (GCR) ; classement mondial de compétitivité dans lequel le Luxembourg gagne une place comparé aux deux années précédentes, atteignant le 19^e rang parmi 137 pays évalués. Devancé par sept pays membres de l'UE, ce placement ne constitue ni une révolution, ni même une évolution notable pour le Grand-Duché.

Comme par le passé, la Suisse reste le champion de la compétitivité, suivie des Etats-Unis (2^e) et devançant Singapour (3^e). De renommée internationale, le WEF définit la compétitivité comme «l'ensemble des institutions, politiques et facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'un pays». Son «Global Competitiveness Report» fournit ainsi une grille de lecture des moteurs de productivité et de prospérité des pays, ainsi qu'un portrait de leurs forces, mais aussi de leurs faiblesses et défis en comparaison internationale.

De ce fait, le rapport livre indirectement des recommandations aux gouvernements qui souhaiteraient parfaire leur compétitivité sur la scène internationale. La productivité e(s)t la compétitivité étant les moteurs d'une croissance qualitative, le Luxembourg pourra trouver dans ce rapport une source d'inspiration précieuse quant aux priorités de politique économique.

L'analyse du GCR pour le Luxembourg se greffe d'une part sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises au Luxembourg, sur base d'un sondage mené par la Chambre de Commerce, et d'autre part sur des indicateurs statistiques publiquement accessibles.

Cette année, le Grand-Duché se retrouve donc à la 19^e place, tout comme en 2014, place la plus favorable atteinte depuis 10 ans de GCR. Au niveau des trois sous-indices composant la note générale, le Luxembourg maintient le même rang qu'en 2016 pour les sous-indices au classement global dits «Efficiency enhancers» (23^e place) (efficacité des marchés des biens et services, fluidité du marché du travail, aptitude technologique, etc.) et «Innovation and sophistication factors» (16^e place). Seul le sous-indice «Basic requirements» (infra-



structures, institutions, santé, etc.) opère un léger recul dans l'édition 2017-2018 du GCR, passant du 9^e au 10^e rang – une très faible diminution qui reste à prendre en compte.

En tant qu'économie très ouverte, une forte compétitivité constitue un carburant indispensable à l'appareil productif luxembourgeois. Le relatif piétinement de ces dernières années indique que des défis et des inefficiences structurelles persistent et qu'ils ont, au plus, été momentanément occultés par l'embellie conjoncturelle.

Une analyse de l'édition 2017-2018 révèle en effet plusieurs points faibles.

Leveriers de la compétitivité économique et enjeu majeur au Luxembourg, les réseaux de transport routiers, ferroviaires et aériens doivent continuer à se développer et devenir plus efficaces encore pour contribuer à la prospérité du pays.

Ainsi, le pilier infrastructures (-1, 17^e comme en 2015), demeure un axe de progression primordial considérant les défis socio-économiques et démographiques du Luxembourg. L'arrivée du tramway en décembre 2017 peut être considérée comme un pas nécessaire, mais pas suffisant dans

cette direction. La Chambre de Commerce déplore le classement résolument insatisfaisant au niveau des piliers «santé et l'enseignement fondamental» (+2 places, 41^e), ainsi que «éducation post-primaire et la formation continue» (-3, 50^e). Les fruits de la «réforme du lycée» ainsi que celle de la formation professionnelle se font donc quelque peu attendre, pour espérer enfin de belles progressions dans les prochains classements sur ces points.

La Chambre de Commerce cherche, elle, à contribuer à remédier à ces faiblesses en ciblant le public étudiant à tous les niveaux grâce à des programmes tels que «Win Win» (formation professionnelle), les activités de l'ISEC (formation tertiaire diplômante), «Fit4Entrepreneurship» (programme ciblant les futurs créateurs d'entreprise inscrits auprès de l'ADEM) ou à travers le développement de la House of Training pour l'important volet de la formation professionnelle continue.

Du côté des points forts, le Grand-Duché figure, encore cette année, dans le «top 10» du palmarès des pays les plus compétitifs pour ses piliers «traditionnels», tels que celui des institutions (stagnant, 8^e), de l'efficacité des marchés des biens (stagnant, 4^e) et des aptitudes techno-

logiques (+1, 1^e). A noter également le pilier «environnement macroéconomique» (stagnant, 7^e), l'un des critères phares de l'attractivité sur l'échiquier international, qui confirme sa très belle progression de l'année passée.

Mais on peut toujours faire mieux pour remonter davantage dans le tableau de la compétitivité, tout en saluant l'évolution d'une place dans ce classement 2017-2018. Aussi, un accent devrait-il être mis, comme mentionné ci-dessus, sur le pilier de l'éducation. Il reste toutefois à mentionner que certains critères afférents et considérés par le WEF ne sont par essence même pas adaptés à la petite économie ouverte du Grand-Duché. Ainsi, certains indicateurs du pilier 5 «Higher education and Training» ne prennent pas en compte tous les étudiants partant faire leur cycle secondaire et/ou tertiaire à l'étranger et participant au rayonnement du Luxembourg à l'international.

Au niveau international, le grand vainqueur du classement GCR 2017-2018 reste la Suisse (1^e pour la 9^e année consécutive), et pour cela, cette petite économie ouverte également, a misé sur des stratégies en termes d'innovation, pour construire un écosystème qui est devenu aujourd'hui l'un des plus fertiles au monde, de sophistication des affaires et d'efficacité du marché du travail.

Suivant cet excellent exemple, le Luxembourg devrait s'investir davantage dans ces domaines (respectivement aux 15^e, 17^e et 16^e places), afin d'améliorer son placement dans le Top 20 du GCR, voire de viser le Top 10 de la compétitivité pour pérenniser son modèle social. La mise en place des recommandations formulées par les groupes de travail de la «Troisième Révolution Industrielle» et le Livre Blanc «Arbeit 4.0», présenté en fin d'année, devrait permettre au Luxembourg de progresser significativement dans ces domaines et ainsi bénéficier à sa compétitivité dans les années à venir.

Pour conclure, le Luxembourg doit, en général, de plus en plus mettre l'accent sur les sous-indices «Efficiency enhancers» et «Innovation and sophistication factors», les indicateurs du sous-indice «Basic requirements» étant «supposés bons» pour une économie mature arrivée à un stade de développement et affichant des niveaux salariaux aussi élevés que le Luxembourg.

Source : Chambre de Commerce